

Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne

Donnerstag (Vormittag), 26. November 2020 / Jeudi matin, 26 novembre 2020

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

39 2020.RRGR.99 Motion 077-2020 Riesen (La Neuveville, PSA)
Gewerbsmässiges Sammeln von Unterschriften verbieten

39 2020.RRGR.99 Motion 077-2020 Riesen (La Neuveville, PSA)
Interdire la récolte de signatures rémunérée

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Nous passons maintenant à l'affaire numéro 39, il s'agit d'une motion de Mme la députée Riesen. Le débat est libre. Elle s'intitule « Interdire la récolte de signatures rémunérée » et le Gouvernement propose son rejet. Madame Riesen, vous avez la parole.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA). Il y a eu, ces dernières années, une généralisation de cette pratique : les partis ont eu de plus en plus recours à des collecteurs et collectrices rétribués pour faire aboutir leurs initiatives ou référendums. Ce faisant, étant donné que c'est la finalité des signatures qui comptent pour ces personnes employées et non l'objet en soi, elles s'adonnent souvent à des pratiques malhonnêtes en donnant des informations fausses concernant l'objet en question. Cela a été vu notamment lors du référendum contre le congé paternité au niveau fédéral, mais aussi dans le cadre d'un récent référendum cantonal bernois.

Avec ce système qui est en place maintenant, et une concrétisation de cette tendance, c'est l'argent qui va définir la réussite d'une initiative. Pouvez-vous vraiment accepter cette mercantilisation de nos instruments démocratiques si chers à nos yeux ? On a vu cette tendance s'étendre ces dernières années, agissons maintenant, ne laissons pas ces pratiques décrédibiliser notre démocratie. Elle est déjà assez mise à mal sans cela.

Genève a adopté une disposition qui prévient de tels écarts : elle le fait en incluant le principe de proportionnalité qui permet de ne pas interdire la récolte de signatures aux secrétariats de partis, syndicats ou associations. La mercantilisation entraîne les tromperies que nous mentionnons dans le texte, car ces deux aspects sont bel et bien liés. Empêcher la récolte « payé à la signature » permet de contrer ces deux dérives de la démocratie.

Je me pose naïvement la question suivante : est-ce que les partis qui refusent cette intervention adoptent ce point de vue car ils savent qu'ils n'arriveraient pas à leur fin sans ces pratiques ? La question mérite d'être posée. Je le répète : les secrétariats de partis, de syndicats ou d'associations ne sont pas concernés par cette interdiction. Si vous doutez de ma parole : allez demander à Genève, c'est ainsi qu'ils le font là-bas ! Je vous invite, Mesdames, Messieurs, à réfléchir au moins aux moyens que nous pourrions nous donner afin d'y parvenir. La problématique est réelle. C'est pourquoi je transforme la motion en postulat et je vous invite vivement à le soutenir.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La motion a été transformée en postulat. Je laisse la parole au co-postulant, M. le député Hamdaoui.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). Permettez-moi d'amener un élément tout à fait concret pour vous inviter à accepter ce postulat, pour montrer que si on n'agit pas maintenant, on risque d'avoir des dérives qui seront graves : c'était l'année dernière, je rentrais du Grand Conseil, et en arrivant sur la place de la Gare de Bienne, il y avait des gens qui récoltaient des signatures, alors je me suis approché pour demander de quoi il s'agissait. Et une des personnes m'a répondu avec un accent que j'ai vite identifié – c'est un accent de la banlieue de Lyon, en France –, et il m'a dit : « C'est une pétition pour les gens du voyage ». Alors, vous imaginez bien, moi, qui suis nomade maintenant, je suis même nomade politiquement, ça m'intéressait. Et je regarde le texte et en réalité ce n'était pas une pétition pour les gens du voyage, c'était le référendum contre l'aire de Wileroltigen. Et là, je me suis un peu indigné et puis, il me regardait, j'ai même dit, « je suis député, j'ai voté cette loi que vous m'amenez à combattre qui n'est pas *pour* les gens du voyage », et il m'a regardé

d'un air indigné et il m'a dit : « Fichez-moi la paix, vous me faites perdre mon temps et donc vous me faites perdre mon argent ! » Et là, je ne vous cache pas que mon sang de Suisse n'a fait qu'un tour. Je me suis dit, mais alors, c'est faux, ce qu'on nous apprend, à l'école, ce qu'on nous apprend à l'armée, ce qu'on nous apprend chez les scouts, etc., lorsqu'on nous dit que la Suisse, c'est un pays qui s'est construit et qui continue de se construire avec un esprit de milice. Ça veut dire – je ne veux pas faire dans le grandiloquent – mais où on s'engage de manière désintéressée, où on regarde davantage le nombril des autres que son propre nombril. Je sais bien que pour nous toutes et tous, on en a fait l'expérience, aller récolter des signatures un samedi matin quand il pleut, quand la veille, on a fait la bringue et qu'on a mal à la tête, ce n'est pas toujours très motivant. Mais on fait des rencontres qui sont formidables et c'est valorisant, parce qu'on se dit qu'effectivement, on s'engage pour une cause, quelle qu'elle soit, qui nous semble noble et qui nous semble bonne pour l'intérêt public et on ne le fait pas pour le fric ! Et alors, il se pose une vraie question : si on n'agit pas maintenant, ce sera quoi l'étape supplémentaire ? Est-ce que demain, on va permettre de payer des gens pour qu'ils *signent* une initiative ou un référendum ? Je sais que certains songent déjà, par exemple, lorsqu'ils récoltent des signatures, à proposer un concours sur lequel on pourrait gagner, je ne sais pas, un voyage quelque part. Moi, je trouve que ce n'est pas normal et je trouve qu'il est sain d'agir le plus vite possible. Moi, j'appelle cette pratique-là de la *corruption* de la démocratie, et vous savez quand on veut lutter contre la corruption, il vaut mieux agir vite parce qu'autrement la pieuvre étend ses tentacules. Donc, acceptez ce postulat pour qu'on puisse avoir une discussion de fond et trouver des cautèles pour permettre que notre démocratie et notre esprit de milice soient respectés.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Pour le PS-JS-PSA, Mme la députée Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat nicht nur Sympathien für dieses Anliegen, sondern wir finden es etwas ganz Wichtiges für die Glaubwürdigkeit der Demokratie. Es ist vermehrt zu beobachten, dass Verbände und Parteien pro Unterschrift zahlen und nachher Dritte für Initiativen oder Referenden auf der Strasse Unterschriften sammeln. Seit einiger Zeit wird es sogar gewerbsmässig angeboten: ein neues, lukratives Geschäftsmodell. Das finden wir falsch. Wir sind der Meinung, dass es Woman- und Manpower aus den eigenen Reihen braucht, die überzeugt hinter dem Inhalt steht, und nicht eine entsprechende Finanzkraft, um die nötigen Unterschriften zu sammeln. Es ist letztendlich eine Frage der Glaubwürdigkeit. Wir sind gegen eine Ökonomisierung der Instrumente der direkten Demokratie, nicht zuletzt, weil eben auch ein erhebliches Missbrauchsrisiko damit einhergeht. Ich möchte Sie daran erinnern, Maurane Riesen hat es bereits gesagt: Die Wogen gingen hoch beim Referendum gegen den zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub. Dort hat man den Menschen auf der Strasse vorgegaukelt, sie würden *für* dieses Anliegen unterschreiben, effektiv war aber das Gegenteil der Fall. Das wollen wir nicht. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt darum diesem Anliegen zu.

Philip Kohli, Bern (BDP). Mit dieser Motion, die jetzt zwar gewandelt ist, wird der Regierungsrat eigentlich beauftragt, die Rechtsgrundlage anzupassen und beim Kanton bezahlte Unterschriftensammlungen, analog zum Kanton Genf, zu verbieten. Dazu kurz und bündig Folgendes: Der Kanton Genf kennt diese Regelung schon seit 1950, und die Genfer Strafbehörden legen sie auch sehr eng aus: Bestraft wird nur, wer eine Person für ihre Unterschrift zahlt. Also nicht die Sammler für die gesammelten Unterschriften. Seien wir realistisch, Frau Kollegin Veglio, Man- und Womanpower ist ja schön und gut, aber wenn nicht bezahlte Leute, seien es Mitarbeiter von der SP, von der Partei, von einer Gewerkschaft, von einem Verband auf die Strasse gehen würden, hätten wir wohl nicht so viele Unterschriftensammlungen, die erfolgreich wären. Und wollen wir wirklich noch mehr Probleme und Grauzonen verursachen? Was ist, wenn eine Partei Leute temporär anstellt und nicht für Unterschriften bezahlt, wären sie dann bezahlt und damit straffällig oder als temporäre Mitarbeitende straffrei? Im Kanton Bern müssen alle Unterschriftenbögen einen Hinweis enthalten, dass sich der strafbar macht, der mit einem anderen Namen als seinem eigenen unterschreibt oder auf andere Weise das Ergebnis der Unterschriftensammlung fälscht.

Es geht primär darum, zu verhindern, dass bei Unterschriftensammlungen betrügerische Methoden angewendet werden, und das ist auch wichtig und das ist auch richtig so, bei kantonalen wie auch bei eidgenössischen Anliegen. Oder macht es Sinn, dass wir kantonale und eidgenössische Unterschriftensammlungen unterschiedlich behandeln würden? Die BDP-Fraktion glaubt das nicht. Darum hätten wir die Motion abgelehnt, lehnen auch das Postulat ab, weil das einfach wirklich einen

verwaltungsinternen Leerlauf bedeuten würde.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). Les Verts sont partagés concernant cette motion, maintenant qu'elle a été transformée en postulat, nous serons en majorité pour. Les pratiques frauduleuses pour obtenir des signatures, comme rapportées récemment par la presse, nous ont grandement scandalisés, et ceci ne devrait pas arriver. Le problème est bien la rémunération par signature qui pousse à l'exagération et aux abus. L'exemple de Genève, comme cité dans l'intervention, et des essais de légiférer au niveau cantonal et fédéral, nous montrent que dans la pratique, ce n'est pas facile et que des nuances s'invitent dans le jeu.

Il y aurait un pas à faire entre la loi et l'application de celle-ci. Comme c'est souvent le cas, me direz-vous. Si notre secrétaire passe une matinée à récolter des signatures, elle sera bien sûr payée. Sa rémunération n'ayant aucun lien avec le nombre de signatures récoltées, ce serait donc en ordre. Reste à résoudre le contrôle des gens qui récoltent des signatures dans la rue, le contrôle de ceux – comme mon prédécesseur vient de le dire – qui récoltent pour des thématiques cantonales ou nationales.

Ces bases légales pourraient freiner l'élan de certains, mais n'éviteraient pas que des personnes malintentionnées récoltent des signatures en abusant de la confiance de personnes. Et c'est peut-être là le point central : la transparence, responsabiliser les partis politiques ; la population, informer et renforcer l'importance de notre démocratie et des outils que nous avons à disposition, nous paraît essentiel. La confiance dans le système démocratique en a pris un coup et c'est ce qui nous dérange le plus. Le but poursuivi est juste, mais le chemin emprunté n'est pas idéal.

Le groupe des Verts votera donc pour un postulat, mais n'aurait pas soutenu la motion. Donc, ce postulat pourra nous donner des pistes et nous vous invitons à le soutenir.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Für die Fraktion EVP ist nicht ganz klar, warum die Vorstösser befürchten, dass bei dem gewerbemässigen Sammeln von Unterschriften die Gefahr von Betrug höher ist, als wenn Freiwillige und Vereins- und/oder Parteimitglieder unter Zeit- und Mengendruck Unterschriften sammeln für Initiativen und Referenden. Wir haben negative Beispiele gehört, das ist wirklich stossend, aber für die gibt es heute schon eine gesetzliche Grundlage, es ist heute schon verboten, und es hat wahrscheinlich nur am Rand damit zu tun, dass jene, die gesammelt haben, bezahlt wurden. Für kleinere Parteien und Organisationen ist die Hürde für Initiativen und Referenden schon heute sehr hoch mit einer hohen Anzahl von Unterschriften, die zusammengebracht werden müssen. Es ist für uns selbstverständlich klar, dass auch bezahlte Unterschriftensammlerinnen und -sammler nicht mit illegalen Machenschaften ihre Anzahl Unterschriften zusammenbringen dürfen. Die Auftraggeber haben hier eine hohe Verantwortung und müssen selbstverständlich darum besorgt sein, dass sich die bezahlten, natürlich auch die unbezahlten, Sammlerinnen und Sammler an die gesetzlichen Vorgaben halten. Wir sind aber mit dem Regierungsrat einig, dass ein Verbot unverhältnismässig ist und dass die gesetzlichen Vorgaben genügen und dass wir mit dem Verbot für das bezahlte Sammeln von Unterschriften nur neue Ungleichbehandlungen schaffen würden. Darum lehnen wir das Postulat ab.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Die SVP-Fraktion wird dieses Postulat ebenfalls ablehnen. Die Aussagen, die jetzt von den Postulanten oder von den Unterstützenden kamen, gehen ein wenig an der Sache vorbei. Man tut so, als würde man die Demokratie verkommerzialisieren, und das stimmt nach unserer Auffassung nicht. Entscheidend ist ja der Wille dessen, der für eine Initiative oder für ein Referendum unterschreibt. Dies muss frei und frei von kommerzialisierten Interessen erfolgen. Und die Person, die eine Initiative oder ein Referendum unterschreibt, die macht das aus eigenem Willen und nach Abwägung, ob man das gut findet oder nicht gut findet. Dieser Entscheid ist frei, und er bleibt frei, egal, ob die sammelnde Person bezahlt ist oder nicht bezahlt ist. Mit anderen Worten: Die Tatsache, dass man Unterschriftensammler bezahlt, bedeutet nicht einfach, dass der, der unterschreibt, irgendwie auch gekauft wäre. Weil der Wettbewerb der Ideen für uns im Vordergrund steht und nicht einfach die Frage, wie man eine Sammlung organisiert, werden wir dieses Postulat ablehnen.

Es wurde vorher auf eine Falschaussage hingewiesen von Seiten der SP: Ja, so etwas ist ärgerlich, wenn es solche Falschaussagen gibt. Allerdings gibt es solche Falschaussagen unabhängig davon, ob man bezahlte Sammler hat oder nicht. Wenn beispielsweise ein Vertreter einer Nichtregierungsorganisation (Non-governmental organization, NGO) für die Konzernverantwortungsinitiative gesammelt hat und sagt, die Initiative trage dazu bei, dass man bessere Umweltstandards hat, dann

ist das einfach falsch, weil sie dazu beiträgt, dass die Anwälte mehr zu tun haben. Aber diese Aussage wurde gemacht, auch von jemandem, der nicht für eine Unterschriftensammlung bezahlt ist. Also, hier Richtigkeit der Argumente – ob bezahlt oder nicht bezahlt, macht keinen Unterschied.

Und jetzt noch eine Frage an die Kolleginnen und Kollegen von SP und von den Grünen: Wo ist eigentlich genau der Unterschied, ob eine Person Unterschriften sammelt und dafür einen Franken bekommt pro Unterschrift, Fall 1, gegenüber Fall 2, wenn die gleiche Person im Sekretariat einer Gewerkschaft arbeitet und vom Arbeitgeber angewiesen wird, auf die Strasse zu gehen, um Unterschriften zu sammeln? Im einen Fall wird die Person bezahlt für eine Unterschrift, im anderen Fall wird die Person ebenfalls bezahlt und geht auf Weisung des Arbeitgebers Unterschriften sammeln. Wir haben hier im Endeffekt relativ vergleichbare Sachverhalte. Im einen Fall würde es zu einer Strafbarkeit führen, und im anderen Fall würde es nicht zu einer Strafbarkeit führen. Wir sind der Auffassung, dass eine solche Forderung mehr Ungleichheiten erzeugt als sie beseitigt, und sagen deshalb Nein.

Jean-Luc Niederhauser, Court (PLR). Comme le souligne le Conseil-exécutif, Genève, qui est pris en exemple, est le seul canton suisse dont la législation sanctionne la rémunération des personnes chargées de collecter des signatures et encore, uniquement lorsque la rémunération est en lien avec le nombre de signatures récoltées. L'interdiction de la récolte des signatures rémunérée restreindrait inévitablement les droits populaires. Le bénévolat étant malheureusement en voie de disparition, il serait de plus en plus difficile de rassembler le nombre de paraphes requis, particulièrement pour les petites formations politiques. Les tentatives de mensonge, relevées par cette motion, respectivement ce postulat, ne pourront malheureusement pas être totalement écartées quelles que soit les mesures mises en place.

Cependant, la procédure de récolte de signatures engage la responsabilité et la confiance de la personne qui récolte les signatures, celle du signataire lui-même, et au final, des communes qui contrôlent les listes des signataires. Pour ces différentes raisons, le groupe PLR rejette ce postulat qui n'apportera vraisemblablement rien de probant dans ce débat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Es wurde uns gesagt, die Demokratie gehe jetzt gerade unter, wenn so etwas passiere, wenn man Leute pro Unterschrift zahle. Ich gehe davon aus, wenn das Anliegen gut ist, muss man auch nicht Leute zahlen, um sammeln zu gehen. All jene, die Leute zahlen müssen, haben einfach nicht gute Anliegen. Wir von der glp haben letztes Jahr eine Gemeindeinitiative lanciert in Uetendorf. Wir hatten die nötigen Unterschriften beisammen, indem wir am Freitagabend und am Samstagmorgen Unterschriften gesammelt haben und innerhalb dieser kurzen Zeit waren sie da, ohne dass wir irgendjemanden zahlen mussten.

Es wurden Beispiele genannt, dass etwas vorgegaukelt worden sei. Das hat, wie Patrick Freudiger es vorhin gesagt hat, nichts damit zu tun, ob jemand bezahlt sei oder nicht. Wenn ich Unterschriften für irgendetwas sammle und es den Leuten erkläre, dann sagen sie: Jaja, das ist gut, das unterstütze ich, und dann fangen sie an zu unterschreiben. Sobald sie die Unterschrift gesetzt haben und nicht vorher den Text, der wirklich auch unterschrieben wird, gelesen haben, dann sage ich ihnen immer: «Merci vielmals, jetzt haben Sie gerade für eine Lebensversicherung unterschrieben», oder: «Sie haben einen neuen Staubsauger gekauft.». Es geht um Eigenverantwortung, dass man das, was man unterschreibt, auch durchliest. Und ich sage immer: «Sie können nicht davon ausgehen, nur weil Sie mich kennen, dass das, was Sie jetzt unterschrieben haben, wirklich auch das ist, was ich gesagt habe. Vielleicht habe ich ja die Initiative falsch begriffen. Lesen Sie, was Sie unterschreiben.». Das gehört mit dazu. Dort ist die Demokratie. Demokratiefeindlich wäre es dann, wenn wir Stimmen, wenn wir Abstimmungen kaufen würden, wenn man das könnte. Das wäre demokratiefeindlich, das darf nicht passieren. Wenn jetzt zum Beispiel ... das hat man ja bei Wileroltigen gesehen: Selbst wenn die Hälfte davon gekauft worden wäre: Offenbar war das Anliegen zu wenig gut. Es kam nicht durch. Als es um die Einbürgerung ging ... Vielleicht war es dort auch gekauft, es kam durch, also hat es eine Relevanz beim Stimmvolk, also zeigt sich dort für mich Demokratie. Darum wird die glp diesen Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ablehnen.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Tous les groupes se sont exprimés, il n'y a pas d'intervenant à titre individuel. Est-ce que la motionnaire souhaite encore prendre la parole ? – Oui, après le Gouvernement. Donc, la parole est au chancelier d'Etat, merci.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt auch bei diesem Vorstoss Ableh-

nung, auch in der Form des Postulats. Ich kann mich kurzfassen: Ich kann mich dem anschliessen, was die Grossräte Freudiger, Niederhauser, Schnegg und jetzt gerade Hannes Zaugg gesagt haben. Dass man falsche Angaben macht beim Unterschriftensammeln, ist natürlich wirklich ein Problem und auch für den Regierungsrat schockierend. Aber das Mittel, jetzt bei der Entschädigung pro Unterschrift anzusetzen, ist aus Sicht des Regierungsrates wahrscheinlich der falsche Weg und kann das Problem nicht aus der Welt schaffen. Und wie es gesagt wurde: Man kann auch, wenn man Feuer und Flamme für ein Anliegen, für eine Initiative ist, betrügen und falsche Angaben machen beim Unterschriftensammeln. Man kann das auch machen, wenn man pauschal entschädigt wird für einen Vormittag oder wenn man eben entschädigt wird über den Lohn, wenn man angestellt ist in einer Gewerkschaft. Einfach nur zu sagen, die Leute, die pro Unterschrift bezahlt werden, das sind jene, die falsche Angaben machen, das wird ja dem Problem nicht richtig gerecht. Es ist im Vollzug dann sicher auch schwierig, wenn man eine solche Regelung machen würde. Dann würde selbstverständlich niemand mehr einen Vertrag machen mit seinem Unterschriftensammler pro Unterschrift, aber man würde dann andere Entschädigungswege suchen und könnte doch nicht verhindern, dass einzelne Leute – aus charakterlichen Mängeln oder aus was auch immer für Gründen – einfach nicht ehrlich sind und die Leute nicht richtig aufklären. Darum wäre die Regierung der Meinung, das wäre der falsche Weg und beantragt Ablehnung auch des gewandelten Vorstosses.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La parole est encore à la dépositaire de la motion respectivement du postulat, Mme Riesen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA). Merci, Mesdames et Messieurs, pour la discussion. De la plupart des intervenants ici, j'ai entendu qu'ils reconnaissaient le problème, le problème des propos fallacieux qui sont tenus dans le cadre de la récolte de signatures, le problème est reconnu. Et on est aussi d'accord que le problème est plus important lorsque les personnes sont payées à la signature – tel que le prévoit la législation genevoise d'empêcher justement de pouvoir payer les gens à la signature. Le problème est reconnu, il faut qu'on s'engage pour renforcer la démocratie qui est mise à mal dans ces temps. Prenons-nous au moins le temps de réfléchir à cette problématique, aux moyens que nous avons pour y faire face, pour empêcher des dérives prochaines ou qui iraient plus loin. Je vous recommande donc d'accepter le postulat afin de trouver des solutions pour ce problème reconnu par la plupart d'entre vous.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Si la parole n'est plus demandée, nous allons voter sur l'affaire numéro 39 : les député-e-s qui acceptent la motion sous la forme d'un postulat votent oui, celles et ceux qui le rejettent votent non.

Abstimmung (2020.RRGR.99; als Postulat)

Vote (2020.RRGR.99 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 39

Nein / Non 98

Enthalten / Abstentions 6

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Vous avez rejeté le postulat par 98 non contre 39 oui et 6 abstentions.